



CÔTE D'IVOIRE

Prévenir le pire et envisager l'avenir

Malgré sa complexité, la gravité de la situation actuelle en Côte d'Ivoire impose dès aujourd'hui une mobilisation unitaire qui puisse avancer des analyses claires mais surtout des pistes de sortie de la crise. Ceci ne pourra se faire que si nous arrivons à dépasser les clivages de nationalités qui aujourd'hui limitent dans la portée de nos actions. En effet, que nous soyons originaires de France, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, ou plus largement de tout pays africain, nous sommes tous engagés contre notre gré dans une crise dramatique. C'est ensemble que nous devons lutter pour imposer une autre voix que celle de la guerre civile, des massacres ethniques et du néo-colonialisme.

CONSIDÉRANT :

- les responsabilités actuelles et historiques militaires, politiques et économiques des institutions étatiques et des multinationales françaises dans la crise ivoirienne;
- la présence de troupes françaises comme un acte néo-colonial qui complique plus la situation qu'elle ne l'arrange, l'intervention sanglante menée par ces mêmes troupes du 6 au 9 novembre derniers, ayant fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés;
- les ravages de la doctrine de l'ivoirité qui depuis près de dix ans gangrène toute la vie politique ivoirienne et porte en elle des dangers de dérive génocidaire;
- la politique de répression de Laurent Gbagbo et ses partisans vis à vis des militants dissidents (même critiques face à la rébellion), des journaux d'opposition et des ivoiriens dits d'origine étrangère;
- le manque de clarté politique de la rébellion, ses manquements aux droits humains ainsi que les suspicions qui pèsent sur ses relations avec le régime français au Burkina Faso;
- la nécessité d'une force d'interposition apte à protéger le peuple ivoirien, première victime de la situation, de tout risque de dérive génocidaire ou de guerre civile;
- les causes sociales et économiques de la crise actuelle, notamment les politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale;

NOUS DEMANDONS :

- le retrait des troupes coloniales françaises de Côte d'Ivoire – et de toute l'Afrique – et leur remplacement immédiat par une force d'interposition composée de troupes de pays de l'Union africaine, qui soient non directement partie prenante du conflit;
- l'arrêt de toute interventionnisme de l'État français dans la crise;
- le désarmement parallèle des deux parties ainsi qu'un embargo réel sur les ventes d'armes;
- la mise en place des accords d'Acra III, seuls à même de ramener la Côte d'Ivoire sur le chemin de la paix;
- la liberté de la presse ainsi qu'une aide à la reconstruction des infrastructures des journaux détruits;
- la liberté d'expression dans la limite de la provocation à la haine raciale et de l'abandon de toute référence à l'idéologie raciste qu'est l'ivoirité;
- une aide humanitaire (nourriture et médicaments) gratuite et sans conditions pour toute la population ivoirienne sans distinction;
- la décolonisation économique de la Côte d'Ivoire (et de toute l'Afrique en général) ainsi que le retour dans le domaine public de toutes les entreprises et services privatisés et vendus aux multinationales françaises ou autres;
- l'annulation immédiate de la dette extérieure publique de la Côte d'Ivoire et de tous les pays dits du tiers-monde ».

Premiers signataires de cet appel unitaire: ADDL (Association de défense de la démocratie et des libertés, Côte d'Ivoire), Association des étudiants burkinabés en France (AEBF/UGEB, Burkina Faso), Afrique XX1, Alternative libertaire, Collectif France affaire Norbert Zongo (Cofanzo, Burkina Faso), Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM-France), Confédération nationale du travail (CNT), Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Sud Rail, Survie.

QUI SOMMES-NOUS ?



Afrique XX1 est une revue trimestrielle qui a pour but de se faire l'écho d'analyses, d'informations et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent pour une réelle alternative pour les peuples africains. Elle a été créée par des organisations (Act Up, ADDL, Airgrige, CADTM, CNT, Cofanzo et Survie Paris) qui ont eu l'idée de se rencontrer et de créer une nouvelle revue militante, à but non lucratif: Afrique XX1. Pour cela, Afrique XX1 est, et restera, indépendante financièrement et dans son fonctionnement de toutes les institutions politiques, économiques et religieuses. Son comité de rédaction est composé des associations et syndicats cités plus haut ainsi que de personnes se reconnaissant dans sa ligne éditoriale et son mode de fonctionnement collectif. Pour tout renseignement supplémentaire s'adresser aux contacts indiqués ci-dessus.

Un meeting sera organisé par la revue et les signataires de l'appel le dimanche 16 janvier 2005.

Conférence - débat sur la crise ivoirienne

Dans le cadre de la commémoration du sixième anniversaire de l'assassinat du journaliste burkinabé Norbert Zongo, l'Association des étudiants burkinabés en France (AEBF) organise le 18 décembre prochain une conférence - débat sur la crise en Côte d'Ivoire.

En rappel le 13 décembre 1998, Norbert Zongo, directeur de l'hebdomadaire *L'Indépendant* est retrouvé mort, carbonisé dans son véhicule. Avec lui, trois de ses compagnons. Une commission d'enquête indépendante mise en place conclut en la relation entre l'assassinat du journaliste et ses enquêtes journalistiques notamment sur la disparition du chauffeur du petit frère du président, mort suite à des tortures par les éléments du régiment de sécurité présidentiel. Cette révélation venait confirmer les soupçons du Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques constitué au lendemain de l'assassinat du journaliste, collectif dont fait partie L'UGEB (Union Générale des Etudiants Burkinabé), l'AEBF étant la section de France de l'UGEB. Ce collectif réclamait justice pour Norbert Zongo et ses compagnons de route, mais aussi justice pour tous les suppliciés, les martyrs et les combattants de la liberté tombés sous les différents régimes au Burkina Faso notamment celui du capitaine Blaise Compaore qui a effectivement un lourd contentieux humain incomparable à celui des autres.

La lutte du collectif, comme vous le constatez a pour objectif de déchirer le voile de l'impunité au Burkina Faso, mais aussi pour plus de justice, de liberté et de démocratie. L'UGEB est le fer de lance de cette lutte, puisqu'elle constitue une grande partie de la jeunesse éclairée, à se libérer du joug d'un dictateur.

Le 19 septembre 2002, une crise sans précédent frappe le peuple frère et ami de la Côte d'Ivoire. Les conséquences de cette crise sont nombreuses : sur le plan politique (assassinats, blocage du fonctionnement normal des institutions...), sur le plan social (extermination et déplacement de populations, déni de justice, chômage galopant, indigence de plus en plus profonde des populations...), sur le plan économique (activités économiques bloquées...), etc.

Depuis lors, malgré les différents accords et rencontres, cette crise n'a pas encore trouvé de solution. Elle a même pris une autre ampleur avec

la réaction des forces militaires françaises par la destruction des aéronefs des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) suite au bombardement de leur cantonnement basé à Bouaké qui a fait neuf morts et de nombreux blessés.

Le peuple ivoirien n'est-il pas à la recherche d'espace de liberté et de justice ? Ne faudrait-il pas aider ce peuple à briser le cercle vicieux de l'impunité qui l'asphyxie ? Le peuple Ivoirien ne connaît-il pas les mêmes revendications que le peuple burkinabé même si les dimensions ne sont pas les mêmes ?

L'UGEB a toujours été, depuis sa création le 27 juillet 1963, dans une dynamique anti-impérialiste, révolutionnaire et solidaire des autres peuples surtout en situation difficile comme celui de la Côte d'Ivoire. C'est donc pour marquer cette solidarité que la section de France de l'UGEB qu'est l'AEBF organise cette conférence qui portera globalement sur :

- les origines de la crise et le rôle des acteurs politiques majeurs de la Côte d'Ivoire dans cette crise;
- l'Ivoirité ;
- le rôle de la communauté internationale notamment celui de la France et la question du départ des troupes françaises en Côte d'Ivoire et en Afrique ;
- la situation actuelle et les éventuelles pistes pour sortir de la crise
- l'impact de la crise sur la sous-région

Femmes et hommes épris de paix et de justice, que vous soyez de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali... de l'Afrique tout court, de la France, des Etats-Unis...d'où que vous soyez, marquons une fois de plus notre solidarité avec le peuple frère de la Côte d'Ivoire en participant à cette conférence.



PAIN ET LIBERTE POUR LE PEUPLE!



Rencontre - débat, sur la crise ivoirienne
samedi 18 décembre 2004 à 15h30
à la Maison des initiatives étudiantes,
50, rue des Tournelles, 75003 Paris
Métro Bastille